



4 avril 2013

Bulletin n° 11

## Le comité de négociation appuie le vote de grève à l'échelle provinciale

Le comité de négociation provincial du réseau scolaire appuie unanimement la tenue, à l'échelle provinciale, d'un vote de grève, section par section, pour les employés du réseau scolaire affiliés au SCFP. Cette décision a été prise mercredi, lors d'une téléconférence où on a discuté du surplace à la table des négociations.

Les comités de négociation des sections locales du SCFP dans les 57 districts scolaires organiseront la tenue de votes de grève au cours des deux prochains mois, à mesure que leurs négociations avec les conseils scolaires locaux atteindront l'impasse. Le comité provincial de négociation a également adopté une résolution qui réaffirme son engagement à rejeter tout mandat de type « zéro net », ainsi que tout minage des conventions collectives en guise d'échange contre les hausses salariales retardées depuis trop longtemps.

Le comité provincial de négociation a bien une journée de pourparlers prévue pour le 24 avril, mais ses attentes sont basses, compte tenu de l'immobilisme du gouvernement provincial et du groupe de négociation des employeurs. « Nous ne nous attendons pas à retourner de sitôt à la table des négociations après la séance du 24 avril », a déclaré le coordonnateur du secteur scolaire au SCFP-C.-B., Bill Pegler, à la suite d'une rencontre avec le ministre de l'Éducation.

C'est déjà l'impasse pour quelques sections locales, qui organisent leur vote de grève; les autres leur emboîteront le pas. Le président du Conseil des présidents du secteur scolaire du SCFP-C.-B., Colin Pawson, affirme que ce vote de grève « est la seule option encore réaliste, à moins que le provincial se révèle soudain prêt à négocier de manière juste et raisonnable. »

En outre, le Conseil des présidents a lancé une campagne publicitaire provinciale pour rehausser l'image des travailleurs scolaires du SCFP. Ces publicités, parues dans les journaux communautaires de la province, montrent un élève entouré de divers travailleurs SCFP, accompagnés du message suivant : « Derrière chaque élève qui réussit dans le réseau public britannico-colombien se cachent 27 000 syndiqués SCFP qui se dévouent à garder nos écoles PROPRES, SÛRES et INTÉGRATRICES. » La publicité énumère quelques-unes des 1 900 classes d'emploi occupées par les employés de soutien du SCFP en C.-B. (pour savoir dans quels journaux paraîtra cette publicité et à quelles dates, consultez le [http://bcschools.cupe.ca/updir/bcschools/Run\\_Dates\\_K-12\\_%282%29.pdf](http://bcschools.cupe.ca/updir/bcschools/Run_Dates_K-12_%282%29.pdf)).

Les pourparlers entamés depuis l'an dernier ont été entravés par le déficit chronique de financement structurel des conseils scolaires et l'ingérence du gouvernement dans la démarche de négociation collective. Le ministère de l'Éducation a averti les conseils scolaires qu'il ne voulait pas d'augmentations de salaire supérieures à 1,5 pour cent par année, en plus de préciser que cette rémunération devrait venir des budgets actuels.

@CUPEbcschools